



AOUICHA BEKHTI

«Le 8 Mars folklorisé

Pourquoi avons-nous choisi Aouicha Bekhti pour évoquer avec elle la commémoration de la Journée internationale des droits des femmes ? Son choix pour nous s'imposait dans la mesure où, depuis quatre à cinq années déjà, elle a pris son bâton de pèlerin, pour saisir toutes les occasions et investir tous les médias pour évoquer la cause des femmes.

Ce choix s'imposait aussi, parce que c'est la première des femmes à venir apporter, avec

toute la verve qui la caractérise, la contradiction dans des débats qui réunissaient les intégristes les plus acerbes, et chaque fois, elle est sortie grandie de ces débats, et le combat des femmes éclairé par ses argumentations.

Cette juriste, membre du Rassemblement algérien des femmes démocrates et co-fondatrice, du Réseau international féministe et laïque nous livre, dans cet entretien, son point de vue sur tous les aspects liés à son combat. Et

lorsque nous lui faisons remarquer que son combat semble individuel, loin d'un mouvement collégial, elle ne le nie pas mais dit travailler au rassemblement, même si ses tentatives ont jusque-là échoué. Une action est, pour Aouicha Bekhti, prioritaire aujourd'hui : s'investir dans la conscientisation des femmes, seule à même de leur faire prendre conscience qu'elles sont des êtres humains et qu'elles peuvent décider seules de ce qu'elles veulent faire de leur vie.

Soir d'Algérie : Tous les 8 mars, l'on vous entend ou l'on vous lit vous insurger contre la folklorisation de cette date. Que reprochez-vous à ces commémorations ? Une dénaturation du symbole de cette date ? Une tentative de faire oublier la lutte des femmes ?

Aouicha Bekhti : Le 8 Mars a été en effet dévoyé. On l'appelle d'ailleurs la fête des femmes. Or, on a plutôt l'impression aujourd'hui que c'est la fête à la femme. C'est une journée qui devrait être consacrée au bilan du combat des femmes, aux avancées enregistrées dans ses droits. Malheureusement, au niveau officiel, on en a fait une journée fériée ponctuée par des défilés de mode, salon Eve ; salons de cosmétiques, grandes rencontres-fêtes avec des artistes. Or, le 8 Mars est l'occasion de faire le bilan du combat et des conquêtes des femmes. Tout a malheureusement été fait pour se détourner de cet objectif et on va plus loin encore en donnant la visibilité à des femmes qui ne représentent absolument pas le combat des femmes.

Une avocate qui ne représente qu'elle-même ; une islamiste qui va de plateau télé en plateau télé pour défendre la polygamie et une soi-disant militante des droits de l'Homme que l'on a jamais vue sur ce terrain et qui vient d'être promue dans une institution censée défendre ces droits. Chaque 8 mars, on réunit ces femmes à la coupole pour danser. Je n'ai rien contre les femmes qui dansent ; au contraire, en tant que Méditerranéennes et Africaines, nous aimons bien danser, nous avons le rythme dans le sang, nous voulons danser et nous exprimer, mais le 8 Mars ne se réduit pas à ça. On est donc effectivement en train de détourner le 8 Mars de son contenu de luttes et on en fait une journée folklorique constituée de concours de beauté, de cadeaux, de fleurs et d'invitations aux restaurants... Moi, j'aimerais que les femmes puissent aller au restaurant et qu'elles y aillent tous les jours si elles le veulent et qu'elles en aient les moyens ; qu'elles puissent aussi aller au cinéma, au théâtre tous les jours de l'année et pas seulement le 8 Mars. En cette journée du 8 Mars, que l'on puisse s'arrêter pour réfléchir, savoir où nous en sommes dans nos combats.

Le pouvoir se targue aujourd'hui d'avoir fait avancer la cause des femmes, notamment par l'adoption par l'APN le 5 mars 2016 d'un texte modifiant le code pénal portant sur la criminalisation des violences faites aux femmes. Vous avez dénoncé la disposition de ce texte qui ouvre la possibilité au pardon...

Le pouvoir algérien se targue effectivement d'avoir fait des avancées en matière de droits des femmes, mais je considère, quant à moi, que cela est une grande supercherie. Sur la violence faite aux femmes, nous avons eu des amendements au code pénal et même si ces amendements ont le mérite d'exister et pénalisent les violences subies à l'intérieur comme à l'extérieur, on les a assortis d'une clause sur le pardon qui



Aouicha Bekhti.

n'est pas une notion juridique mais une notion morale. Or, le code pénal est là pour réprimer et non pour faire la morale. Le pardon n'a donc pas lieu d'être dans le code pénal. En matière pénale, on dit que lorsqu'il y a une agression physique sur une personne, même si cette dernière se désiste de sa plainte, l'action publique représentée par le procureur continue. Alors qu'en l'occurrence dans ce texte si la victime pardonne, les poursuites cessent. C'est contre un principe fondamental du droit pénal et c'est pourquoi je parle de supercherie. Je voudrais parler aussi du harcèlement dans la rue et en milieu professionnel. Il y a, il est vrai, des dispositions dans le code pénal mais elles sont inapplicables dans la mesure où il est demandé à la victime de harcèlement d'apporter la preuve de l'agression qu'elle a subie. Une personne agressée dans la rue en présence de gens qu'elle ne connaît pas, elle ne peut espérer voir ces gens venir témoigner. Nous avons accompagné une femme qui a déposé une plainte contre le harcèlement de son directeur des ressources humaines. Elle a été déboutée par le tribunal alors qu'elle a réellement été harcelée. Seulement l'auteur de son agression est directeur alors qu'elle n'est qu'un agent et que par ailleurs ce directeur a été soutenu par son directeur général tandis qu'elle était dans l'incapacité objective des preuves. Il faut vous dire aussi que déboutée en première instance puis une deuxième fois par la cour, elle risque des sanctions. Et de victime, elle passe à accusée. C'est tout le paradoxe de ce texte et de tous les textes qui sont inapplicables par des dispositions sournoises. Il faut vous dire aussi qu'une fois ce texte, avec sa clause du pardon, adopté par l'Assemblée nationale, les islamistes ont demandé une loi réprimant la tenue vestimentaire des femmes qui serait la cause des agressions. Or, aujourd'hui les agressions sont subies aussi bien par les femmes sans voile que par celles en hijab. Je tiens à dire que le danger est toujours là, il est dans nos institutions et on n'est pas à l'abri...

Vous étiez malgré tout soulagée de voir cette loi votée ?

Il y a eu des pressions et cette loi a été longtemps gelée. Du coup, nous nous sommes retrouvées à défendre la promulgation de cette loi pour pouvoir avancer et qu'enfin une loi contre la violence faite aux femmes soit votée. Avec l'assassinat de la femme de M'sila, cette loi a fini par passer mais sans nos réserves. Nous nous demandons parfois si toutes les pressions exercées et son long gel n'étaient pas faits pour réussir à faire adopter cette loi sans nos remarques. Nous avons discuté avec certaines députées qui s'étaient engagées à tenter de faire disparaître du texte la clause du pardon, mais elles se sont heurtées à d'autres femmes députées femmes, elles aussi, qui soutenaient que cette loi menaçait la famille.

Lorsque on entend certains discours de femmes sur la condition des femmes, on a l'impression que beaucoup reproduisent leurs propres conditions de soumission et acceptent par exemple la polygamie, les coups...

C'est vrai que le droit des femmes, l'égalité, le respect et la dignité de la femme sont des questions posées à toute la société, mais c'est en premier lieu la femme qui doit prendre conscience qu'elle est un être humain, et je n'ai pas l'impression que toutes sont conscientes de ce fait. Je dis que le combat à venir est celui de la conscientisation des femmes. Quant les femmes prendront conscience qu'elles sont des êtres humains et qu'elles n'ont rien à devoir, à ce moment-là, elles se battront.

Ces discours rétrogrades de la femme sur la femme ne sont pas, contrairement à ce que l'on peut penser, produits seulement par des analphabètes mais souvent par des femmes lettrées...

J'ai eu affaire à une députée d'un parti islamiste, Hamas, qui me soutenait qu'avec la loi sur les violences nous voulions casser les familles. Je lui ai répondu que c'est la violence qui casse la famille, ça n'a jamais été la loi. Or, j'ai retrouvé cette députée quelque temps plus tard et j'ai appris à cette occasion que son mari l'a jetée dans la rue avec ses deux enfants et elle était d'ailleurs en recherche de location d'un appartement. Plus incroyable, son mari, député Hamas, avait besoin, pour l'exigence de quotas de femmes, de la mettre sur la liste et une fois qu'elle a été élue député, il voulait prendre tout son salaire. Ayant refusé, il l'a mise dehors avec ses deux enfants et ils l'ont chassée du parti. C'est dire que même ces femmes-là qui s'attaquent à nous sont des victimes.

Sur la polygamie, j'ai dit lors d'un débat télé que la polygamie n'est pas venue avec le Coran. Elle existait avant le Coran, ce dernier n'ayant fait que l'organiser. Lorsque j'ai expliqué cela, certains interlocuteurs islamistes m'ont rétorqué que j'étais en train de faire des fetwas et qu'il ne me revenait pas de la faire. Il en est de même du wali (tuteur) que l'on impose pour la femme pour son mariage. Lorsque je dis que cette obli-

Interview réalisée par
Khedidja Baba-Ahmed

gation n'est pas inscrite dans le Coran, des femmes me répondent oui, mais il le faut et c'est là que j'explique que de par notre culture cette pratique existe et pourquoi l'inscrire dans les textes et en faire une obligation. La loi devrait être au-dessus de tout cela.

L'avortement, un autre volet que vous défendez. Quels arguments présentez-vous dans vos débats sur ce problème qui constitue un tabou ?

Lors des discussions du projet de loi sur la santé, lorsque j'ai souligné l'importance de cette question, on m'a répondu que ce projet de loi contient des dispositions sur l'avortement thérapeutique. Est-ce suffisant ? Bien sûr que non, et ces dispositions ne peuvent régler le problème. L'argument opposé est que nous sommes une société musulmane. Et alors ? Cela n'empêche pas qu'il y a chez nous des enfants qui naissent hors mariage et nous sommes confrontés à un problème d'ordre juridique et sanitaire. Il vaut mieux que la femme aille avorter dans des hôpitaux plutôt que de voir des fœtus et des bébés jetés dans les poubelles. Par ailleurs, dès que j'ai eu à évoquer la nécessité de rendre disponible d'accès les moyens de contraception pour la limitation des naissances, dès que ce terme limitation a été prononcé, on m'a opposé encore une fois «haram» alors que la réalité de la société algérienne aujourd'hui est que la famille n'est composée que de 2 ou 3 enfants, ce qui montre bien que les couples utilisent la contraception. Ce qui me paraît fondamental aujourd'hui est qu'on élargisse la possibilité de l'avortement au viol et à l'inceste.

L'exemple récent de la fille de treize ans violée et engrossée par son père est édifiant à cet effet. Que faire dans ce cas ? Continuer à interdire l'avortement ? Je dois vous avouer qu'il s'est même trouvé une militante de mon bord qui m'a demandé de ne pas parler de ce problème. Je pose alors la question : devons-nous continuer à nous taire sur des questions rendues taboues et si nous ne le faisons pas, qui le fera à notre place ?

L'obligation de 30% de femmes dans les assemblées élues est l'autre trophée que sort le pouvoir pour convaincre de sa volonté de faire participer la femme à la vie politique nationale. Qu'en pensez-vous et qu'en est-il, selon vous, de l'application de cette mesure ?

Je ne suis pas d'accord avec le système des quotas. Je défends l'égalité, donc c'est la parité que je revendique mais à condition que cette parité soit réelle. Je ne veux pas qu'au travers de ce système de quotas l'on mette n'importe qui dans les institutions élues, pourvu que l'on remplisse l'obligation des 30%. Ce qu'il faudrait, c'est que les femmes qui accèdent à ces assemblées puissent l'être pour leurs idées, tout d'ailleurs comme les hommes.